

Intervention de Stéphanie BEGIN-BOIVIN

Bonjour,

La notion de service public repose sur 3 grands principes :

- La continuité de service ; c'est-à-dire la nécessité de répondre aux besoins d'intérêt général, sans interruption ou selon des heures d'ouverture annoncées.
- L'égalité devant le service public pour que toute personne dispose d'un droit égal d'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service et enfin pour qu'elle soit traitée de la même façon que tout autre usager du service, sans aucune discrimination.
- Enfin, le principe d'adaptabilité ou de mutabilité afin que le service suive les besoins des usagers ainsi que les évolutions techniques.

En France aujourd'hui, avec une politique d'austérité, sous l'emprise des politiques libérales, comment est-il encore possible de respecter ces 3 principes?

Comment faire avec des moyens humains et financiers qui baissent?

Comment soigner correctement toute la population alors que de nombreux services hospitaliers doivent fermer pour répondre à des critères de gestion comptable ?

Comment assurer la sécurité des gens avec des policiers de moins en moins nombreux?

Comment assurer l'éducation de nos enfants avec des écoles qui n'ont plus de budget ou qui manquent d'enseignants ?

Les PTT, avec ses 17.000 points de contacts et plus de 9.000 facteurs, étaient l'un des plus grands symboles du service public français.

Mais la réforme de 1990 déjà à l'époque sous un gouvernement socialiste, a séparé les Postes devenus le Groupe La Poste, et les Télécoms devenus France Télécom, en transformant ces 2 ensembles en entreprises publiques autonomes.

En 2010, La Poste devient une société anonyme à capitaux publics avec 2 actionnaires : l'Etat à 73,68%, et la Caisse des dépôts et consignations à 26,32%.

Face au soulèvement et à la désapprobation massive des usagers et des salariés, le gouvernement avait assuré que La Poste continuerait de remplir ses missions d'intérêt général.

Or, elle s'en éloigne de plus en plus, sans que ses actionnaires publics ne s'en émeuvent et pour cause, l'Etat encourage la mutation libérale du service postal.

La Poste est une entreprise française multimétiers, à la fois opérateur de services postaux, banque, assurance, opérateur de téléphonie mobile et fournisseur de service numérique et de solutions commerce et e-commerce.

Seulement, comme toute entreprise, La Poste doit faire des bénéfices et affronter la concurrence. Alors la notion de service public est sacrifiée.

Selon les logiques libérales, comme le font tous les grands groupes, La Poste réduit donc son plus gros budget : la masse salariale.

Résultat pour le client, parce que l'on ne parle plus d'usager, des tournées de facteurs à découvert, les personnes n'ayant plus forcément leurs courriers 6 jours sur 7, des horaires d'ouvertures de bureaux qui se réduisent, voir des fermetures intempestives.

Pour pouvoir dégager des bénéfices, les clients sont encouragés à utiliser les automates pour que les guichetiers deviennent des vendeurs de produits à valeur ajoutée, les facteurs ne rendent plus de services gratuitement, comme dépanner ou parler aux personnes âgées isolées...

La Poste, comme de nombreux autres, n'existe plus en tant que service public.

D'ailleurs, les 3 principes qui permettaient de parler de service public en général, ne peuvent plus être respectés par de nombreux établissements par manque de moyens humains, techniques et financiers, que l'Etat ne veut plus attribuer.

Mais ce mouvement libéral n'est pas une fatalité. A tout moment, il peut s'inverser. C'est une question de volonté politique de l'Etat, donc du gouvernement, donc des électeurs, des usagers.

C'est à chaque usager, chaque citoyen, chaque électeur de savoir ce qu'il veut.

Ensemble nous avons le pouvoir d'imposer une autre politique et de sauvegarder nos services publics pour qu'ils ne deviennent pas des services privés réservés à certains publics.

C'est ce que la liste du Front de Gauche, emmenée par Sébastien Jumel porte : une autre politique où le public regagne le terrain cédé au privé et aux logiques de rentabilité pour le bien de tous, et non pour le confort de quelques uns.